

## Les élèves-inspecteurs dans les ÉNS de Fontenay et Saint-Cloud

Roger TERRÉ (53 I SC)

### Le contexte

Dès avant la guerre et aussitôt après, le Ministère de l'É.N. avait décidé d'ouvrir, dans les ÉNS de Fontenay et Saint-Cloud, une préparation systématique au concours de recrutement des inspecteurs de l'enseignement primaire qui pouvaient aussi devenir directeurs des écoles normales d'instituteurs. Cette préparation durait une année. Pouvaient être admis à cette préparation :

- des professeurs, avec au moins cinq ans de services et sur dossiers
- des instituteurs, avec au moins dix ans de services et après une épreuve de culture générale.

Bien que les élèves-inspecteurs ne soient pas formellement normaliens, les Conseils d'Administration de nos associations acceptèrent dans les années 50 de les considérer comme anciens élèves des ÉNS.

### Témoignage

Octobre 1953. Instituteur à Paris depuis la Libération exactement, je me retrouve à Saint-Cloud sous le statut d'élève d'un établissement considéré comme prestigieux. Avec moi une trentaine d'enseignants de trente à quarante-cinq ans : quelques Parisiens, de nombreux provinciaux, des coopérants de retour en France et même deux auditeurs libres, l'un Syrien l'autre Libanais. Il s'agit d'entrer dans les cadres de l'enseignement : moi-même, après neuf années de pratique je souhaitais connaître notre école et ses contenus, intellectuels et proprement scolaires, d'une manière plus large qu'entre les quatre murs d'une classe parisienne.

Il ne s'agissait pas d'entrer dans une administration bureaucratique mais de vivre l'École. Il y a soixante ans nos jeunes collègues normaliens eux-mêmes n'envisageaient guère de quitter les carrières enseignantes à leurs différents niveaux : recrutés pour une bonne part chez les meilleurs élèves des écoles normales primaires, ils seraient professeurs du secondaire, du supérieur ou enseignants-chercheurs. Aujourd'hui les choses ont changé !

Une fois constitué, le groupe apparaissait sympathique, surtout par la diversité de sa composition. Les âges étaient étalés sur une quinzaine d'années et l'on comptait d'anciens prisonniers de guerre. Cette guerre, tous selon leur âge l'avaient vécue mais à des titres divers, comme moi-même qui avait pu échapper au STO. Les références professionnelles étaient variées : professeurs, directeurs d'écoles, instituteurs, coopérants d'Outre-mer. Quelques-uns avaient déjà fait fonction d'inspecteur à titre temporaire. Cette diversité permettait des échanges fructueux. Les problèmes politiques apparaissaient rarement. Nous avions des rapports corrects mais peu étroits avec les élèves normaliens très occupés par leurs études.

Qui étaient nos professeurs ? La cheville-ouvrière de cette formation était certainement Henri Canac, sous-directeur de l'ÉNS de Saint-Cloud. Fort d'une longue expérience et solidement campé sur une base philosophique qui lui avait été fournie par Alain, Henri Canac nous expliquait en phrases simples et pragmatiques ce que pouvait être le comportement professionnel d'un inspecteur. Simple exemple des conseils pratiques de M. Canac : en vue des épreuves écrites du concours, il préconisait la page d'écriture, 'chaque jour écrire une page sur un sujet intéressant qui vous venait à l'esprit'. Je l'ai pratiqué et m'en suis bien trouvé. En philosophie enseignait M. Lévêque. Il n'avait pas de cours préparé par écrit mais, tels les philosophes grecs, pensait tout en marchant devant nous entre les murs de la salle. Il était simple, affable et compétent. La sociologie était assurée par M. Laubier. Grâce à lui j'ai compris la portée et les modalités de cette science humaine dont j'ignorais à peu près tout. Les affaires littéraires étaient traitées agréablement par un professeur dont j'ai oublié le nom mais avec lequel je me trouvais certaines affinités. Un haut fonctionnaire du Ministère de l'É.N. assurait l'enseignement d'une législation que nous connaissions imparfaitement, chacun au niveau où nous exercions. La pédagogie proprement dite, ce qui devait être notre préoccupation essentielle, relevait de Gaston Mialaret dont le nom est resté connu dans les milieux éducatifs. Il était l'un des rares professeurs à Saint-Cloud, sinon à répandre du moins à évoquer les idées modernes en pédagogie : Freinet, Pestalozzi, Montessori et diverses expériences plus ou moins réussies. Il fut l'un des acteurs des nouvelles Sciences de l'éducation.

Et les programmes ? En philosophie, en sociologie et en littérature, des programmes de concours étaient fixés chaque année. Ils étaient résolument classiques, en voici quelques exemples : Descartes, Bergson, Durkheim, les correspondances du XVIII<sup>e</sup> siècle, Diderot, Corneille, Leconte de Lisle... En 1953 l'existentialisme faisait rage dans les milieux intellectuels parisiens. Il était encore absolument ignoré dans nos instances. L'on s'en tenait

aux valeurs sûres. D'une manière générale l'administration scolaire et ses cadres étaient encore très proches de la Troisième République malgré les secousses de la guerre, de Vichy et de la Libération. C'était à peine le début des Trente Glorieuses, la situation économique restait difficile. Une guerre coloniale allait s'achever à Diên Biên Phu dans une défaite héroïque et une autre, bien pire, allait commencer. Dans tout cela, nous restions un peu, nous autres, les instituteurs de Jules Ferry. Cependant quelques prémisses annonçaient la modernité et, cela, à Saint-Cloud même.

Autour d'un animateur dynamique, des normaliens organisaient un Centre Audiovisuel qui se proposait d'étudier les moyens modernes de communication et d'envisager les applications éducatives possibles, en coopération avec l'Institut National de Recherche Pédagogique de la rue d'Ulm. La télévision était encore balbutiante et non généralisée mais la radio scolaire fonctionnait et le film documentaire, en 8mm ou en super huit, était déjà utilisé dans certaines classes. A partir de là, les promoteurs du Centre établirent avec nous des contacts assez étroits qui nous intéressaient. Dans cet esprit je fus même appelé à une commission de l'I.N.R.P. qui examinait la valeur pédagogique de certains documentaires commerciaux. La voie était ouverte ; depuis, l'audiovisuel sous toutes ses formes a largement pénétré dans les établissements scolaires des différents niveaux, mais il semble rester un ensemble de moyens auxiliaires de la parole magistrale. Aucune pédagogie d'ensemble, fondée sur l'audiovisuel, n'est encore apparue à ma connaissance.

Outre nos cours régulièrement prévus, les sujets d'intérêt ne manquaient donc pas dans notre formation. Parmi eux figuraient des visites de classes primaires et maternelles de la capitale, visites dirigées par les inspecteurs parisiens. Plus ou moins intellectualisés, nous restions perplexes quand, des enfants de moins de trois ans ayant frappé en rythme sur des tambours, on nous demandait d'apprécier la valeur pédagogique de cet exercice : l'inspectrice, elle, la connaissait-elle?

Ainsi allait notre formation, sans incidents particuliers, suscitant chez les stagiaires des opinions diverses quant à son efficacité. Elle touchait à sa fin quand survint l'affaire de Diên Biên Phu : elle suscita partout une vive émotion mais qui ne dura pas. L'Indochine française entra dans les profits et pertes de l'entreprise coloniale. Quelques semaines plus tard, il n'en serait pas de même avec l'Algérie, les « événements » durèrent huit ans. Notre formation s'achevait, le concours correspondant était prévu en novembre 1954. En attendant, chacun regagnait son poste et allait reprendre sa classe.

Quelques mots un peu plus personnels pour achever ce descriptif. En novembre 54 j'affrontai le concours et le réussis à moitié, mais à moitié seulement (admissible). Je ne me décourageai pas et, tout en faisant ma classe, j'approfondis ma formation. Quand les horaires de ma classe le permettaient je retournais à Saint-Cloud suivre quelques cours avec la promotion suivante ou bien j'allais au Collège de France écouter Gurvitch en sociologie et Merleau-Ponty en philosophie : des maîtres de l'époque !

Je pus ainsi réussir le concours de 1955-56 et devais prendre un poste à la rentrée 56. Mon classement, médiocre, ne me permettait pas d'obtenir une affectation dans la Métropole. Je me permis le luxe de refuser explicitement le poste que l'on m'attribua d'office dans l'Algérie encore française : en effet je ne voyais pas quel sens aurait cette nomination dans un pays dont j'ignorais tout et cela, au point culminant de la guerre, à la veille de la bataille d'Alger. Le Ministère n'insista pas. Au 1<sup>er</sup> janvier 1957 j'étais nommé dans le département de la Moselle où, en 31 ans, j'ai accompli toute ma carrière.

Quelle conclusion donner à ces quelques pages qui vous ont apporté l'avis d'un ancien et même très ancien (je vais entreprendre ma 10<sup>e</sup> décennie) ?

Vous pouvez avoir l'impression d'un monde ancien, aux pratiques désuètes, dépourvu de moyens technologiques et peu efficace. Pour moi qui l'ai vécu, c'était un métier dur, des écoles à trente heures par semaine, des inspections jusqu'au samedi après-midi mais où la notion de travail était primordiale. Je n'en éprouve aucune nostalgie : chaque époque a son climat, ses objectifs, ses moyens. Je sais que nos jeunes collègues sont fort absorbés, je souhaite seulement que maîtres, élèves et inspecteurs ne succombent pas aux charmes des moyens technologiques de plus en plus perfectionnés mais qu'ils gardent et favorisent les contacts directs, les communications purement humaines que, à mon avis, rien ne saurait remplacer.